

Le Monitoring défend son indépendance

Le président du Comité de monitoring faisait face aux députés, ce mardi. Séance électrique.

BENOÎT MATHIEU

Quelque part, c'est devenu une habitude, à la Chambre. Avant de se tourner vers l'expert qu'ils ont invité et de l'écouter, les députés entament un tour de chauffe en se balançant amabilités et questions de procédure à la tête. La commission Finances de ce mardi n'y a guère dérogré.

L'invité du jour, c'est Alfons Boon, le patron (étiqueté Open Vld) du SPF Stratégie et Appui. Et de ce fait président du Comité de monitoring, dont le rapport est au cœur d'une polémique naissante. En substance: Michel a-t-il tordu le bras à ce club de hauts fonctionnaires chargés d'établir l'effort budgétaire, afin de lui faire accepter des hypothèses favorables au gouvernement? Un passage du rapport pouvait le laisser croire, mettant en avant le fait que le président a opté pour une présentation flatteuse des données, en s'asseyant sur l'avis d'autres membres du Comité.

D'entrée de jeu, Kristof Calvo (Groen) déplore l'absence des autres membres du Monitoring, tandis qu'Ahmed Laaouej (PS) dénonce la présence à la barre, aux côtés d'Alfons Boon, de la ministre du Budget, dont «l'ombre tutélaire va entraver les travaux». Et ce alors que la majorité a fait des pieds et des mains pour que cette séance n'ait pas lieu, glissent-on du côté de l'opposition.

Il n'en faut pas plus pour irriter toutes les parties. Si elle est présente, c'est parce que cela découle de «son devoir constitutionnel», assure Sophie Wilmès (MR). Quant à Alfons Boon, il s'irrite quelque peu de l'accueil suspicieux qui lui est réservé – il a toujours fonctionné en bonne intelligence avec ses ministres, quelle que soit leur couleur, et ce n'est pas à six mois de la retraite que cela va cesser.

Au passage, le haut fonctionnaire entend «lever un malentendu»: non, le Comité de monitoring n'est pas le «chien de garde budgétaire» – pour cela, prière de vous adresser à la Cour des comptes. Et non, cette fois, un consensus n'a pu être atteint, pour la seconde fois dans l'histoire de cet or-

gane né en 2010. À un moment, explique Alfons Boon, il a estimé préférable d'envoyer un rapport imparfait que pas de rapport du tout, afin que les travaux puissent débiter.

«Même s'il n'y a pas eu consensus, je reste convaincu que nous avons fourni du bon travail.» D'autant plus, insiste le président, que seule la présentation a fait l'objet de débats. Parce que tous les doutes soulevés par le Monitoring figurent dans le rapport, juste sous le tableau controversé, chiffrés encore bien. Leur addition est aisée à faire et pèse un bon 2,8 milliards. Autrement dit, l'affaire n'en est pas une et ne mérite guère tout ce ramdam. Sauf que l'opposition, «souffrant de scandalite aiguë, ne se satisfait d'aucune réponse ne créant pas la polémique», peste Sophie Wilmès.

«L'opposition ne se satisfait d'aucune réponse ne créant pas la polémique.»

SOPHIE WILMÈS
MINISTRE DU BUDGET